



ÉLITES, ÉLECTIONS ET TRANSFORMATION DU POLITIQUE AU MALI

«Ceux qui cherchent
le pouvoir sont parmi nous»

KARTHALA

Marie Deridder

Comment penser les enjeux démocratiques, les rapports de pouvoir et les incidences des dynamiques globalisées dans un contexte rural ouest-africain contemporain ? Comment cerner cette tension entre « modernité » et « tradition » face aux enjeux vitaux des ressources naturelles et de leurs accès ? Comment saisir le « vivre-ensemble » de groupes ethnico-professionnels foncièrement différents mais amenés à se partager un même espace, tout en étant confrontés à la singularité environnementale du Delta intérieur du fleuve Niger au Mali ? Comment comprendre cette fascinante capacité d'adaptation, non sans violence, des populations et de leurs élites face aux bouleversements rapides et aux basculements politiques impulsés depuis le sommet de l'État ? Qui sont ces élites politiques locales ? Ancrée dans une ethnographie fine et fouillée, cette monographie explore ces questions à partir de l'étude de cas de Youwarou, une petite localité du Delta intérieur du fleuve Niger au Mali.

Début des années 1990, le Mali vit un basculement politique qui se concrétise par la décentralisation de l'État, l'instauration du multipartisme et des élections communales, largement promus par les bailleurs de fonds du Nord. En éclairant les transformations du politique à Youwarou, depuis cet ancrage local et rural, cet ouvrage s'interroge sur les enjeux démocratiques contemporains et les injonctions normatives formulées par l'État malien et les bailleurs de fonds internationaux. L'auteure explore l'articulation pragmatique entre une politique publique visant la démocratisation et une hégémonie de fait des élites politiques locales. Cet ouvrage analyse la façon dont les autorités traditionnelles se reconfigurent au fil du temps long, comment les élites se maintiennent au pouvoir et captent différentes rentes issues des ressources naturelles et du développement. L'auteure s'intéresse aussi aux dynamiques de contre-pouvoir et à l'imaginaire politique local construit par les multiples récits de fondation de la localité. Elle revisite ainsi l'idée du « local » et du « global », en apportant une contribution à une anthropologie politique contemporaine des modes de gouvernance locale en Afrique de l'Ouest.

Marie Deridder, docteure en anthropologie, est postdoctorante à Uppsala University en Suède et bénéficie d'une bourse Marie Skłodowska-Curie (MSCA-IF).

Avec le soutien du



**ÉLITES, ÉLECTIONS ET TRANSFORMATION
DU POLITIQUE AU MALI**

Cette monographie a bénéficié de soutiens financiers pour la réalisation de plusieurs séjours de terrain, l'aboutissement de cette recherche et sa publication. Je tiens à remercier :

- le Bureau de la coopération suisse au Mali (Bucco) et son ancien directeur résident J.-L. Virchaux pour le financement d'un long terrain ethnographique au Mali ;
- le Fonds de la Recherche Scientifique belge (FNRS) de m'avoir octroyé un mandat d'aspirant sur quatre ans, diverses bourses de terrain et à la mobilité ainsi qu'un subside à la publication pour cet ouvrage ;
- le Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP), l'École des sciences politiques et sociales (PSAD) et l'Institut IACCHOS de l'UCLouvain ;
- le Centre National du Livre pour le soutien financier à la publication de cet ouvrage chez Karthala ;
- le programme Horizon 2020 de l'Union européenne via la bourse Marie Skłodowska-Curie n° 895859 pour le soutien financier à la publication de cet ouvrage. Ce dernier reflète uniquement le point de vue de l'auteur. La Commission européenne ne peut être tenue pour responsable de toute utilisation qui serait faite des informations contenues dans cette publication.

KARTHALA sur internet :
www.karthala.com
(paiement sécurisé)

Couverture : Pêcheur sur le lac Debo en 2008. Photo Marie Deridder.

Éditions Karthala et APAD, 2021

Marie Deridder

Élites, élections et transformation du politique au Mali

**Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris**

**APAD
IRC Suprago – BP 5098
34093 Montpellier – Cedex 05**

« Ceux qui cherchent le pouvoir sont parmi nous. »

Remerciements

Mes remerciements vont tout d'abord à mes « interlocuteurs de terrain ». Sans eux, leur ouverture et le partage de leurs quotidiens, cette recherche n'aurait simplement pas pu exister. Je remercie aussi infiniment les familles et personnes « refuges » de mon terrain qui ont pris soin de moi, soin de nous, celles qui nous ont ouvert leur maison pour apporter une écoute attentive, un soutien et un réconfort dans les moments plus difficiles. Merci à Gody, à Zeïna et la famille d'Alassane, à Sambo et sa famille si touchante, à Doucouré et Bébé, à Mohamed d'avoir veillé sur nous. Merci aussi à Laurence Touré.

Cet ouvrage s'appuie sur ma thèse de doctorat réalisée à l'UCLouvain sous la direction de Pierre-Joseph Laurent. Il m'a permis d'avancer librement, pas à pas, en me donnant confiance dans mes intuitions et en rappelant constamment l'importance de la précision et de la vérification empirique, aiguisant ainsi mon regard ethnographique au fil du temps. Je le remercie pour sa pertinence et son enthousiasme communicatif.

Toute recherche comporte une dimension collective et est le fruit de rencontres, petites et grandes, de discussions, de lectures, d'échanges, d'inspirations... Je remercie ainsi les membres de mon jury de thèse Mathieu Hilgers, Jacinthe Mazzocchi et Sten Hagberg pour leur passion communicative de l'anthropologie politique africaniste, la qualité de leurs commentaires et leur soutien encourageant tout au long de mon cheminement. Merci en particulier à Sten Hagberg qui a agi en lecteur critique, bienveillant et stimulant. Merci à Mathieu Hilgers, parti trop vite, qui m'a toujours poussée au-delà de mes propres attentes. Merci au Laboratoire d'anthropologie prospective de l'UCLouvain pour son émulation collective. Merci à Sébastien Antoine et Anaïs Ménard en particulier. Merci à Astrid Baudine pour ses talents de graphiste. Merci à Olivier Servais pour le coup de pouce nécessaire à la publication de cette monographie. Merci aussi à Xavier Audrain, à Karthala, d'avoir accompagné la sortie de ce livre et à l'APAD de l'avoir accepté dans sa collection. Et merci à tous les enseignants, collègues, doctorants et étudiants, croisés à l'UCLouvain et en dehors, qui ont contribué à me stimuler intellectuellement au fil des années. Encore un merci tout particulier à Jacinthe Mazzocchi...

Merci à Michèle de m'avoir transmis la passion de la recherche et de m'avoir portée dans les derniers instants de ma thèse. Merci à Charlotte pour sa finesse et ses attentions. Merci à elles deux pour cette vie en dehors des sentiers battus et cet apprentissage de la résilience, indiscutables fondements de mon regard anthropologique. Merci à ma famille

pour son soutien et sa tendresse. Merci à mes proches d'avoir supporté mes absences.

Merci à Simon pour son amour infini, sa patience, pour tout ce chemin parcouru ensemble. Merci de m'avoir suivie à Youwarou et d'avoir rendu le défi de cette recherche possible. Merci de me raccrocher à la réalité et au bonheur partagé du quotidien.

Merci à Aline, mon petit rayon de soleil, d'être ma bulle d'oxygène.

Merci à Simon et Aline d'avoir su me donner l'énergie de mettre un point final à cette monographie pour nous lancer dans d'autres aventures.

Certaines parties de cette recherche ont fait l'objet de publications antérieures. Je remercie les éditeurs de m'avoir autorisée à utiliser ces travaux sous une nouvelle forme. Certaines parties du chapitre 5 furent publiées en 2019 dans les *Uppsala Papers in Africa Studies* 4 : 145-162 sous le titre « Invention du "local", élites politiques et décentralisation de l'État au Mali ». Le chapitre 6 est une version révisée et fusionnée de deux chapitres d'ouvrage qui s'intitulaient, d'une part, « Élections municipales dans le Delta intérieur du fleuve Niger (Mali) ou "Ceux qui cherchent le pouvoir sont parmi nous" » paru en 2012 dans l'ouvrage collectif « Interfaces empiriques de la mondialisation. African junctions under the Neoliberal development paradigm » publié par le Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) dans la collection *Studies in Social Sciences and Humanities* (vol. 17 : 307-332), et, d'autre part, « Processus électoraux, sécurisation des autorités traditionnelles et changement social dans une petite ville du Delta intérieur du fleuve Niger (Mali) » publié en 2013 dans l'ouvrage collectif « La Modernité insécurisée. Anthropologie des conséquences de la mondialisation » chez Academia-Bruylant dans la collection « Investigations d'anthropologie prospective ».

Introduction

Comment penser le politique, les enjeux démocratiques, les rapports de pouvoir, les transformations sociétales et les incidences des dynamiques globalisées dans un contexte rural ouest-africain contemporain ? Comment cerner cette tension entre « modernité » et « tradition » face aux enjeux vitaux des ressources naturelles et de leurs accès ? Comment saisir le « vivre-ensemble » de groupes ethnico-professionnels foncièrement différents mais amenés à se partager un même espace, tout en étant confrontés à la singularité environnementale du Delta intérieur du fleuve Niger au Mali ? Comment rendre compte du mouvement, du rythme et des dynamiques à l'œuvre, à la fois dans le temps long et l'immédiateté, à la fois en termes de continuités et de ruptures ? Comment comprendre cette fascinante capacité d'adaptation, parfois non sans violence, des populations et de leurs élites face aux bouleversements rapides et aux basculements politiques impulsés depuis le sommet de l'État ? Comment se façonnent ces élites politiques locales et qui sont-elles ? Comment se forment-elles et se défont-elles ? Cet ouvrage est traversé par l'ensemble de ces questionnements.

Le travail de terrain qui sous-tend empiriquement ce livre a été réalisé entre 2007 et 2009, avant le basculement marqué par le coup d'État du 22 mars 2012 qui a renversé le président Amadou Toumani Touré dit ATT. Comme tant d'autres chercheurs (voir notamment Lecocq *et al.*, 2013 ; Siméan, 2014), je n'ai pas anticipé le putsch ni l'ampleur que prendraient les conflits au nord et au centre du Mali, aujourd'hui cartographiés comme « zone rouge », théâtre d'affrontements violents et d'une intervention militaire internationale de lutte contre des groupes armés djihadistes (De Jorio et Hagberg, 2019 ; Hagberg, 2019). Il est vrai que, dès la fin 2010, mes interlocuteurs de terrain m'ont conseillé de ne plus venir faire de recherche ethnographique, car ils étaient inquiets de ne plus pouvoir assurer ma sécurité ni la leur. Selon eux, il y avait du « mouvement dans la zone » entre la frontière mauritanienne, le fleuve Niger et le nord du pays. L'histoire récente des insurrections au nord et leurs traces dans les mémoires étaient bien plus palpables à Youwarou que depuis Bamako. Fin 2011, la chute de Kadhafi en Libye suite aux interventions française et américaine, le retour de combattants armés et la gestion de cette situation par ATT étaient effectivement largement décriés dans un contexte postcolonial et participaient à la « crise » que traversait le pays (Gary-Touankara, 2013). Cette année-là, différentes tensions sociales, déjà présentes, s'aggravaient encore. Néanmoins, ces observations ne m'avaient pas préparée

au basculement qu'allait vivre le Mali. Comme souligné très justement par Siméant (2014 : 13), cela confirme « à quel point les crises sont tissées de l'ordinaire des sociétés qui les connaissent ».

Comme je n'avais pas « prévu » le déroulement des événements, cet ouvrage n'ambitionne donc pas de reconstruire a posteriori ni d'explicitier les « causes profondes ou cachées » de ce basculement. Restant en cohérence avec la posture adoptée lors de mes enquêtes de terrain, cet ouvrage part d'un point de vue émique et interroge une série de continuités et de ruptures présentes sur mon terrain, racontées à travers le temps long et les mémoires de mes différents interlocuteurs. Sans autre prétention, il propose alors une contextualisation et une historicisation d'une série d'enjeux et de dynamiques sociales à l'œuvre à Youwarou, petite localité située au cœur du Delta intérieur du fleuve Niger et de ma recherche ethnographique. Néanmoins, dans cet ouvrage, le lecteur pourra peut-être trouver des clés de compréhension sur la complexité de l'expérience démocratique malienne au niveau local et de la construction de l'État dans un contexte postcolonial.

Ce livre s'intéresse donc à la fabrique du politique à Youwarou, avant que cette localité ne soit labellisée « zone rouge » et mise sous les spots médiatiques nationaux, régionaux et internationaux. J'ai mené mes enquêtes quand le Mali était encore qualifié de *donor darling* (Bergamaschi, 2014 ; Siméant, 2014) et souvent cité comme un « exemple de démocratie » dont la « transition démocratique et l'ajustement économique » étaient jugés « exemplaires tant par le Fonds monétaire international que par les coopérations bilatérales » (Bertrand, 1999 : 23). Tournant le dos à une vingtaine d'années de dictature, au début des années 1990, le Mali s'engageait sur la voie du multipartisme. C'était l'âge d'or de la décentralisation de l'État largement promue par les bailleurs de fonds occidentaux. Tous les espoirs étaient alors permis lors de ces élections locales supposées garantir une démocratisation de la base.

En éclairant les transformations du politique à Youwarou, depuis cet ancrage local et rural à la donne environnementale complexe, cet ouvrage s'interroge sur les enjeux démocratiques contemporains et les injonctions normatives formulées par l'État malien et les bailleurs de fonds internationaux. J'explore l'articulation pragmatique entre une politique publique visant la démocratisation et une hégémonie de fait des élites politiques locales. En questionnant la construction et le renouvellement de celles-ci, j'analyse la façon dont les autorités traditionnelles s'articulent, s'organisent et se reconfigurent au fil du temps long. Sont mises en lumière les dynamiques, les opportunités et les stratégies mobilisées par ces élites pour se maintenir au pouvoir, verrouiller les potentialités de changements à Youwarou et capter diverses rentes issues des ressources naturelles et du développement.

Face à cette situation de pesanteur sociale, cet ouvrage s'intéresse aussi aux dynamiques de contre-pouvoir et à l'imaginaire politique local construit par les multiples récits de fondation de la localité. Tout en souli-

gnant la capacité singulière de Youwarou à produire ses propres règles du jeu politique, cet ouvrage insiste finalement sur la nécessité de relier les analyses ethnographiques aux contextes globaux et englobants dans lesquels les terrains d'investigation sont enchâssés. Cet ouvrage revisite ainsi l'idée du « local » et du « global », en apportant une contribution à une anthropologie politique contemporaine des modes de gouvernance locale en Afrique de l'Ouest.

Changement social, gouvernance locale et fabrique du politique au Mali

Cet ouvrage étudie la décentralisation au Mali et ses conséquences pratiques au niveau local en milieu rural. Cette réforme s'inscrivait dans la foulée du discours de La Baule prononcé le 22 juin 1990 par le président français Mitterrand. Dorénavant, l'aide publique au développement octroyée par les donateurs occidentaux aux pays africains était conditionnée à l'accélération des processus de démocratisation de ces derniers. Les bailleurs du Nord imposèrent des conditionnalités politiques visant la mise en œuvre des principes de « bonne gouvernance » et de « démocratie », après plus de vingt ans de conditionnalités économiques sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale ayant abouti aux programmes d'ajustement structurel. Suivant la doctrine néolibérale diffusée à cette époque, la décentralisation de l'État était supposée permettre de contourner et de démanteler un État « prébendier » (Joseph, 1987), « prédateur » (Darbon, 1990 ; Fatton 1992) ou encore « kleptocratique » (Coolidge et Rose-Ackerman, 2000).

Cette nouvelle conditionnalité internationale a considérablement influencé les dynamiques des réformes en induisant, dans des contextes nationaux différents, une forte similitude des cadres institutionnels (Totté *et al.*, 2003). De plus, pour les anciennes colonies françaises, « l'unicité des voies empruntées [tenait] également au fait que les textes juridiques [étaient], pour une grande part, calqués sur les lois françaises de décentralisation, bien que leur degré d'application ait été variable » (Totté *et al.*, 2003 : 11). Mais, au-delà des affirmations généralisantes sur le fonctionnement des États africains, des discours et des intentions, quelle était la portée réelle et concrète d'un tel processus après plusieurs décennies de mise en œuvre ? À partir d'une exploration empirique du politique au quotidien dans une petite localité, il s'agissait de questionner le postulat néo-libéral fondant cette réforme selon lequel il existerait un lien consubstantiel entre décentralisation, démocratie et développement local.

La décentralisation de l'État était explicitement affichée comme une politique volontariste visant à impulser un changement social majeur.

Cette réforme était largement promue par les bailleurs de fonds du Nord. Importée depuis nos modèles occidentaux, l'instauration des communes et des élections communales était le produit direct et concret de la décentralisation. Elle visait à remodeler la gouvernance locale avec l'ambition de modifier les cadres de vie, les règles du jeu politique (Bailey, 1969), les rapports entre les individus et les groupes d'individus. Pour ses promoteurs, la décentralisation de l'État était supposée apporter la démocratisation « de la base », au niveau le plus micro-local.

Afin d'investiguer empiriquement la mise en œuvre de cette politique publique, cette recherche s'inscrit dans une approche du politique « par le bas » qui pose « la question de la démocratie en tant que question historique » (Bayart, 2008 : 24) et vise à « éclairer les idiomes constitutifs du concept de démocratie tel que se l'approprient les acteurs » (Bayart, 2008 : 25). Adopter cette perspective permet de dépasser une dichotomie stérile qui opposerait urbanité et modernité (rimant avec démocratie) avec ruralité et tradition (rimant avec despotisme). Dans la foulée de l'ouvrage dirigé par Olivier de Sardan et Bierschenk intitulé « Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation » et des travaux du LASDEL sur la décentralisation de l'État et les pouvoirs locaux au Niger (Olivier de Sardan et Tidjani Alou, 2009; Olivier de Sardan, 2015), cet ouvrage étudie le politique au quotidien, à l'échelon d'une petite localité, en s'attachant à décrire toutes ses dimensions, « aussi bien les influences ou héritages venus du passé (qu'il soit pré-colonial, colonial ou du début des indépendances), que les facteurs contemporains (qu'il s'agisse de l'émergence de nouveaux notables ou des interventions de l'État postcolonial et de ses représentants) » (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1998 : 11). Il s'agit de dépasser une lecture réductrice, exotisante, culturaliste et traditionaliste du politique en milieu rural ouest-africain (Bayart, 1996; Olivier de Sardan, 2010), souvent résumé à des réminiscences d'une culture politique pré-coloniale victime de destruction, d'assujettissement ou de manipulation par des appareils d'État, colonial puis post-colonial, qualifiés de « modernes ».

Ensuite, cette recherche considère trois points d'attention par rapport à la décentralisation. Le premier consiste à intégrer le point de vue des producteurs et des promoteurs de cette réforme, tant depuis une perspective nationale que depuis celle des bailleurs de fonds du Nord qui ont largement poussé à sa mise en œuvre. Il s'agit d'éclairer et de déconstruire les présupposés et attentes normatives associés, en général, à cette réforme, mais également, en particulier, ceux et celles propres à un contexte national possédant sa propre trajectoire socio-historique. Un deuxième point d'attention est consacré à l'impact de la décentralisation sur le terrain et sur les populations qui devaient composer avec celle-ci au quotidien. Il s'agit de rendre compte de leurs perceptions, leurs compréhensions et leurs discours sur cette réforme. Troisième point d'attention, j'ai également investigué les expériences quotidiennes, les pratiques sociales, les détournements, les appropriations sélectives et autres stratégies déve-

loppées par les différents acteurs locaux dans le cadre de la mise en œuvre concrète de cette réforme.

Aborder la décentralisation d'un État par ces trois angles d'approche impliquait de comprendre en quoi l'instauration des élections communales et du multipartisme avait modifié les règles du jeu politique au sein d'une arène politique locale entendue comme un lieu de tensions, de conflits, de confrontations et de négociations concrètes entre des univers de représentations hétérogènes et des acteurs sociaux hétéroclites dotés inégalement de ressources et en interaction autour d'enjeux communs (Olivier de Sardan, 1995). Cela supposait également de comprendre comment les différents pouvoirs locaux s'étaient articulés, organisés et reconfigurés au fil du temps long au sein de l'arène politique étudiée.

Par ailleurs, cette recherche a très fortement été influencée par une anthropologie politique d'inspiration « apadienne », résolument non culturaliste et structurée à partir de terrains africains et de l'étude du développement et du changement social (voir notamment Olivier de Sardan, 1995, 2001, 2008; Bierschenk et Olivier de Sardan, 1998; Laurent, 1998; Bierschenk, 2009, 2010; Hagberg et Widmark 2009). Celle-ci postule que le champ du développement, en tant que champ social renvoyant à des réalités multiples, est un objet légitime pour une anthropologie non normative et à vocation empirique. En reprenant Bierschenk, l'approche « apadienne » de l'anthropologie du développement « consiste à séparer les réflexions normatives sur le développement de l'analyse empirique pour se concentrer sur cette dernière » (Bierschenk, 2009 : 163). En donnant la priorité à l'empirie, cet ouvrage est axé sur la compréhension et l'analyse d'une politique publique de développement – la décentralisation –, tout en restant concentré sur les acteurs et leurs perspectives. Cette recherche prend donc comme « “entrée” empirique privilégiée » la décentralisation de l'État et son impact au sein d'une arène politique locale tout en cherchant à donner une intelligibilité à « l'enchevêtrement des logiques sociales » observées (Olivier de Sardan, 2001).

Enfin, ma pratique du métier d'anthropologue fut indéniablement marquée par l'anthropologie prospective et la dynamique collective portée par le Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP), dans lesquelles j'ai baigné tout au long de mon cursus universitaire d'étudiante et de doctorante. L'anthropologie prospective tend à analyser les transformations des sociétés contemporaines et leurs conséquences dans un monde globalisé. Inscrite dans une perspective dynamiste (Balandier, 2007), elle s'attelle à la compréhension du changement social, des recompositions, de l'émergence de dynamiques et d'espaces sociaux inédits. Elle tente de donner une intelligibilité à la façon dont les interlocuteurs de terrain rencontrés par l'anthropologue se positionnent et font face à ces changements. L'anthropologie prospective considère l'expérience ethnographique comme première et primordiale. Elle est réflexive et place la préoccupation éthique au cœur de la pratique du métier d'anthropologue (Hermesse, Singleton, Vuilleminot, 2012).

Youwarou au carrefour de multiples réalités

Après avoir vécu quelques semaines à Youwarou, les premiers émois liés à l'attrait de l'exotisme s'estompèrent rapidement et quelques-unes de mes illusions furent profondément bousculées. J'étais venue observer le changement social, mais j'avais l'impression de ne pas le trouver. J'en étais presque à me demander si la mise en œuvre de la décentralisation de l'État malien avait un jour concerné mes nouveaux interlocuteurs. L'organisation de l'arène politique de Youwarou donnait l'illusion d'un *statu quo* renvoyant, de prime abord, à une image figée et archaïque des groupes de population habitant cette localité et de leur façon de faire-société. D'après mes interlocuteurs, les autorités traditionnelles géraient le gouvernement des hommes et des ressources naturelles comme cela s'était toujours fait et comme leurs pères et leurs grands-pères avant eux l'avaient fait. Toutefois, cette inertie m'apparaissait si lourde et si forte que j'eus l'intuition qu'elle était construite et le produit même d'un mode particulier de gouvernance locale.

Une fois cette illusion tombée, je compris que l'enjeu de ma recherche serait de comprendre comment les différents pouvoirs locaux s'étaient articulés, organisés et reconfigurés au fil du temps long pour en arriver à former les élites politiques contemporaines de la ville de Youwarou qui exerçaient un monopole quasi absolu sur les positions de pouvoir au sein de cette arène politique locale. La thèse défendue dans cette recherche est alors la suivante : loin d'être figée, l'arène politique locale de Youwarou était extrêmement dynamique. Les élites politiques locales faisaient preuve d'une capacité d'adaptation et d'anticipation assez remarquable face au changement. Elles possédaient la lucidité intuitive permettant de savoir quelles stratégies adopter pour conserver leur main mise sur la localité et ses ressources naturelles, tout en se repositionnant pour conserver leurs positions hégémoniques. Suite aux changements comme ceux imposés par la décentralisation de l'État, l'avènement du multipartisme et des élections locales, ces élites politiques locales avaient saisi des opportunités nouvelles et accédé à des positions nouvelles leur permettant de maintenir un équilibre socio-politique en leur faveur. Ainsi, dans un contexte de changement tel que celui impulsé par la décentralisation de l'État supposée ouvrir la voie à la démocratisation, ces élites politiques étaient arrivées à reproduire, à adapter et à réinventer des mécanismes de domination qui, au contraire, accentuaient les inégalités sociales entre ces élites politiques locales et les autres franges de la population. Elles avaient ainsi réussi à garder et à concentrer une part importante des richesses et des ressources de la localité. Dès lors, un enjeu clé de cette recherche était de comprendre comment se sont construites ces élites politiques contemporaines au fil du temps et de mettre en lumière les mécanismes, les dynamiques, les processus mobilisés par celles-ci pour se maintenir au pouvoir, s'y stabiliser et verrouiller les potentialités de changement.

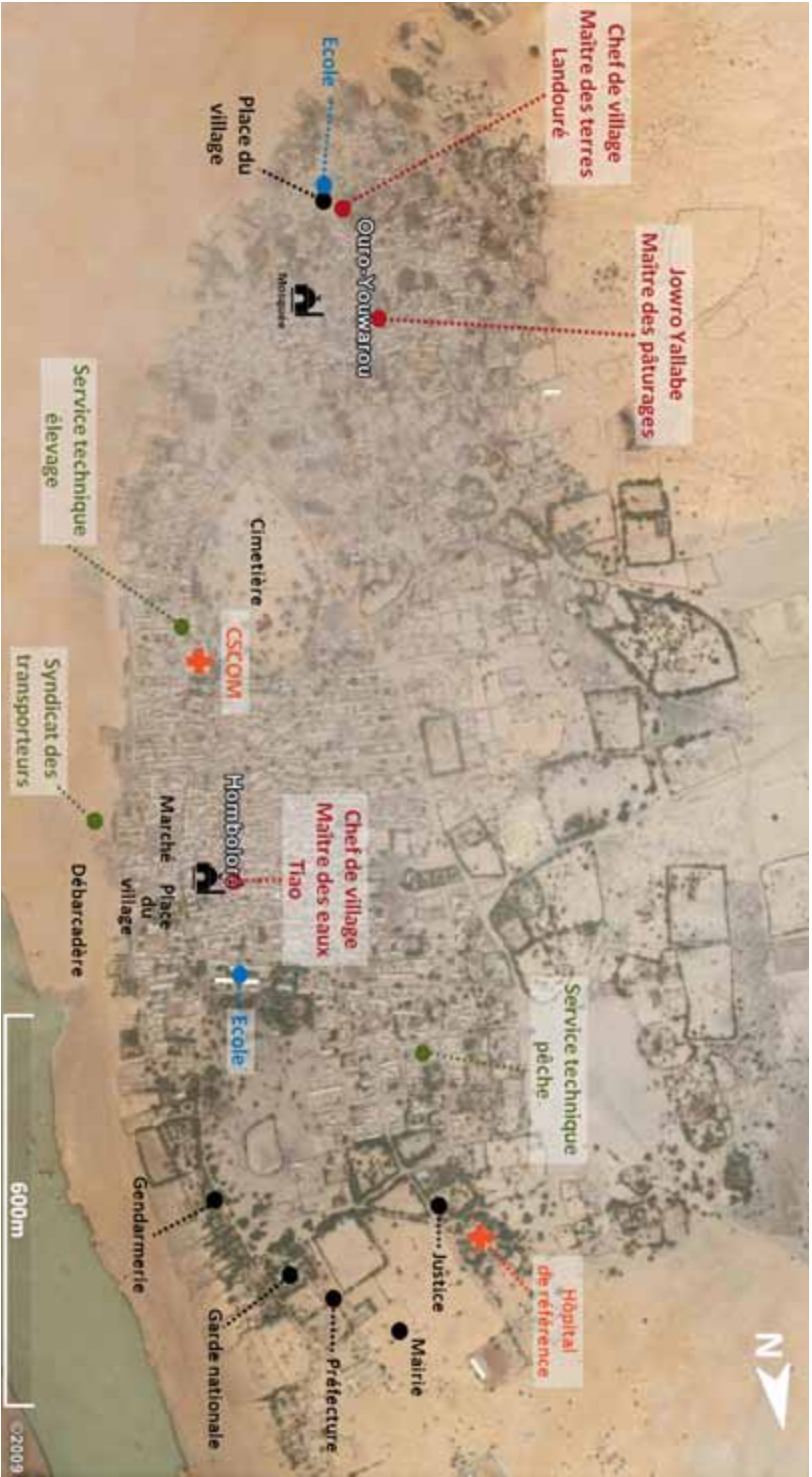
Face à cette situation de domination et de pesanteur, j'étais interloquée car, de prime abord, je n'observais pas clairement des formes de contestation de l'ordre politique établi ni de contre-pouvoir. Les représentations de mes interlocuteurs moins bien logés que les élites politiques locales étaient dominées par l'impression d'une absence de possible (Hilgers et Mazzocchi, 2006, 2010). Dès lors, cerner l'imaginaire politique de mes interlocuteurs qui balisait le champ des possibles et l'action devenait également un enjeu clé de cette recherche. Petite ville en milieu rural dans le Delta intérieur du fleuve Niger au Mali, Youwarou s'est donc avérée être un terrain d'investigation particulièrement passionnant et dense. Cette localité concentrait et révélait la complexité deltaïque en un seul point focal.

Petit centre dans la périphérie, cette localité comptait un peu plus de 5500 habitants¹. Elle combinait les casquettes de chef-lieu du cercle et de la commune éponyme. Elle abritait la préfecture et les différents services techniques déconcentrés de l'État. Depuis la création du cercle en 1979, Youwarou s'était accoutumée à la gestion administrative, à la compétition politique et à la présence physique de la tutelle de l'État.

Avec la mise en œuvre de la décentralisation à la fin des années 1990, Youwarou avait vu s'installer la mairie. Contrairement à d'autres communes rurales maliennes, presque tous les conseillers communaux habitaient la localité à temps plein. Seuls quelques uns vivaient à Bamako, soit du fait qu'ils étaient d'anciens députés retraités, soit pour des raisons professionnelles. La localité et ses habitants avaient ainsi une expérience directe d'une dizaine d'années dans la gestion des affaires communales.

Issue de l'histoire longue du peuplement et des vagues successives de conquêtes du Delta, Youwarou était constituée de deux villages accolés : Wuro et Homboloré, eux-mêmes organisés en différents quartiers. Wuro était le village des éleveurs et des populations peules. Ce village possédait deux pôles de pouvoir. Le premier correspondait à la chefferie de village menée par *Amiru Wuro*, chef politique et administratif, également maître des terres. Le second pôle de pouvoir correspondait au groupe Yallalbe mené par le *jowro*, maître des pâturages gérant l'accès à la deuxième plus vaste province pastorale du Delta (*leydi*) qui s'étendait sur deux communes et recouvrait approximativement une superficie de 1 568 km² (Kassibo, 2004 : 40). Reconnu comme le représentant légitime des éleveurs peuls transhumants, le *jowro* n'avait initialement pas de pouvoir politique d'administration de la localité (entendu comme le gouvernement des hommes) mais jouait un rôle politique de premier ordre sur la scène locale puisque, selon une expression locale, « celui qui avait la main sur les ressources avait la main sur les hommes ». Cette configuration complexe des pouvoirs induisait une rivalité larvée mais constante entre le chef de Wuro et le *jowro*, tous deux étant des « gens du pouvoir ». Quant au village d'Homboloré, il était considéré comme celui des

1. Ce chiffre approximatif a été établi à partir du Schéma directeur d'urbanisme de la ville de Youwarou et environs, septembre 2005, p. 20.



Carte 1. Localisation des pouvoirs traditionnels, administratifs et économiques de Youwarou en 2009 à partir d'une vue aérienne tirée de Google Earth

pêcheurs et des « étrangers », terme utilisé par les habitants pour désigner une population hétérogène installée dans la localité parfois depuis plusieurs générations, mais qui restait considérée comme non-native et extérieure à celle-ci tout en possédant la nationalité malienne.

Non électrifiée, sans voie de communication organisée, enclavée neuf mois par an en période de crue, cette ville conservait un caractère extrêmement rural tout en possédant un statut urbain. Sa situation riveraine du fleuve Niger, sa position à l'entrée du Delta et son grand marché hebdomadaire faisaient de Youwarou un point de passage stratégique et un centre économique dans la zone. La localité abritait l'une ou l'autre antenne locale d'ONG internationales sans pour autant connaître le foisonnement de la capitale régionale Mopti et de sa banlieue Sévaré où vivaient la majorité des expatriés présents dans la cinquième région administrative du Mali recouvrant le Delta intérieur du fleuve Niger. Youwarou était un centre névralgique tant pour le gouvernement des hommes que pour le gouvernement des ressources naturelles dans la zone.

En se situant ainsi au carrefour des réalités rurales et urbaines et en rassemblant l'ensemble des pouvoirs traditionnels, administratifs et économiques de la zone, Youwarou était donc un terrain d'investigation particulièrement pertinent pour saisir les transformations du politique issues de la décentralisation de l'État.

Positionnalité de l'anthropologue et méthodologie

Insertion locale : « c'est la femme de Simon »

Cet ouvrage repose sur un premier long séjour d'enquête ethnographique d'un an au Mali, entre septembre 2007 et août 2008, dont neuf mois passés de façon continue à Youwarou. Ce premier terrain m'a apporté une compréhension fine du contexte local propre à Youwarou et de l'organisation deltaïque dans laquelle la localité était enchâssée. J'ai aussi progressivement construit un réseau de contacts et d'interlocuteurs fiables et pertinents par rapport aux objectifs de cette recherche. En 2009, j'ai réalisé un deuxième terrain de deux mois consécutifs à Youwarou, entre avril et mai 2009, pour observer la dynamique des élections locales. Dès la fin 2010, suite au basculement qui s'enclenchait dans la sous-région (voir chapitre 1), je n'ai plus pu me rendre dans le Delta intérieur du fleuve Niger pour des raisons sécuritaires. Par la suite, j'ai réalisé plusieurs terrains de recherche à Bamako, me permettant d'entretenir des contacts avec des ressortissants de la localité. J'ai également gardé des liens via les réseaux sociaux.

Comme le souligne Avanza *et al.* (2015), il est aujourd'hui incontournable de reconnaître que les résultats d'une recherche ne sont pas indé-

pendants de celui ou de celle qui les a produits. Ceux-ci sont intimement liés au point de vue, à la positionnalité de l'anthropologue et à la relation d'enquête nouée avec les interlocuteurs de terrain. Tout « en évitant de “tomber” dans un postmodernisme renonçant à tout statut de scientificité pour la recherche de terrain », il existe aujourd'hui un large consensus sur l'usage de la réflexivité pour éclairer la fabrication des données, en considérant la présence de l'anthropologue non pas comme un frein à la connaissance, mais comme un moteur de celle-ci (Avenza *et al.*, 2015; Avanza, 2008). Condition de possibilité d'un savoir anthropologique, la réflexivité développée dans cet ouvrage vise ainsi une « analyse critique de la situation ethnographique – en tant que scène historique où se joue la rencontre entre l'anthropologue et ses interlocuteurs – et de la relation ethnographique – en tant que rapport inégal qui se noue entre l'enquêteur et les enquêtés » (Bensa et Fassin, 2008 : 9).

Revenir de manière réflexive sur la relation d'enquête, comment celle-ci s'est définie et fut négociée au fil du terrain, permet d'éclairer le dispositif d'enquête ainsi que les contraintes et opportunités ayant pesé sur celui-ci pour aboutir à la production des données. Cela permet de souligner la dimension relationnelle de l'ethnographie. L'anthropologue est pris dans des interactions avec ses interlocuteurs de terrain, qui mettent en lumière l'imbrication des rapports de pouvoir auxquels il n'échappe pas et qui prennent corps dans cette relation d'enquête. Dans un contexte particulièrement hiérarchisé comme à Youwarou, il apparaît essentiel de pouvoir situer socialement son interlocuteur en croisant une série d'éléments, afin de définir son inscription dans la structure sociale et dans les rapports de pouvoir connus, au cœur desquels s'inscrit le genre (Revillard et de Verdalle, 2006). Sans cela, l'interaction ne peut s'enclencher. Et la force des rapports de genre réside précisément dans cette inscription singulière, particulièrement dans des sociétés où les alliances matrimoniales et la parenté jouent un rôle considérable comme nous le verrons plus loin.

Dans ces circonstances, la présentation que l'anthropologue peut donner de sa personne ne suffit pas à lever l'indétermination qui l'entoure (Fournier 2006). Une série de caractéristiques comme la race, le sexe, l'âge, la classe sont alors mobilisées et co-construites, parfois sous forme humoristique, par les interlocuteurs de terrain et l'anthropologue, parce que particulièrement signifiantes dans un contexte donné. Comme le souligne Fournier (2006), il est illusoire d'imaginer les neutraliser parce qu'elles permettent aux interlocuteurs d'ajuster leurs discours et leurs comportements en fonction de la personne qu'ils pensent avoir en face d'eux. Cela permet de renouer avec des références ordinaires dans le cadre d'une interaction incongrue comme la relation d'enquête ethnographique. L'interlocuteur de terrain peut ainsi « rapprocher la situation qu'il vit de situations déjà connues pour lesquelles il maîtrise les règles de bienséance, pour lesquelles il dispose de répertoires d'interaction où puiser ses réparties » (Fournier, 2006 : 7). Il convient alors d'analyser la

relation d'enquête comme un rapport social de sexe, d'âge, de classe et de race dont les effets peuvent être tant positifs que négatifs sur les informations récoltées et l'anthropologue.

Au fil de cette recherche, comme raconté ci-dessous, je serai identifiée comme jeune femme blanche occidentale, instruite, francophone mais de nationalité non-française, mariée, étrangère mais liée à plusieurs lignages de la localité. Je serai aussi rebaptisée au regard de la complexité socio-politique locale. Au-delà d'une quelconque glorification narcissique donnant l'illusion d'une intégration potentiellement réussie, cette positionalité partiellement choisie, partiellement assignée, est révélatrice de dynamiques socio-politiques à l'œuvre à Youwarou. Le parti pris dans cette recherche fut alors d'assumer prudemment cette positionalité, non sans parfois quelques difficultés ou tensions, et de la questionner de manière réflexive au fil des interactions, du quotidien, des événements.

Pour ce premier long terrain en 2007-2008, nous sommes donc partis en couple, mon mari et moi-même, nous installer à Youwarou. Lors des premières semaines passées sur place, nous avons vécu dans la case de passage du Bureau de la Coopération suisse qui finançait ce terrain. Cette situation s'est très rapidement avérée inconfortable, car nous étions considérés comme les « nouveaux développeurs » du coin, porteurs de « projets » pour Youwarou et, surtout, potentiels bailleurs « blancs » qui allaient apporter des ressources financières à la localité. Nous nous sommes donc rapidement attelés à trouver un logement indépendant qui marquerait notre distance par rapport aux activités locales de la coopération suisse et pour essayer d'endiguer au mieux les défis de « la peau blanche » sur le terrain (Balolage et Kayanga 2019).

Trouver ce logement s'avéra être un premier défi. Si nous étions dans un petit centre dit « urbain », les conditions de vie restaient austères, très rudimentaires et profondément rurales. Youwarou n'était pas électrifiée, mais disposait d'un château d'eau et d'un circuit d'eau courante. Ce fut notre principal critère de recherche : disposer d'un robinet dans la cour de notre future habitation. Dans les faits, ce critère s'avéra être très restrictif. D'autre part, étant en couple, il apparaissait fondamental, pour nos hôtes, que nous ne soyons pas accueillis en famille, mais que nous trouvions un logement autonome pour fonder notre propre foyer. Ainsi, nous étions poussés vers une démarche inverse à celle classiquement réalisée par un anthropologue occidental solitaire allant loger au sein d'une famille pour tenter de réduire la distance avec ses interlocuteurs de terrain. Après plusieurs démarches, nous nous installèrent dans une concession que nous avons partagée avec les agents locaux d'une ONG en poste à Youwarou. Cet emplacement se situait dans les derniers quartiers construits de la localité, en périphérie. Il matérialisait ainsi notre ambivalente intégration, oscillant entre familiarité, proximité et distanciation, toujours sur le fil de la frontière de l'altérité.

C'est alors que notre statut de « blanc » se marqua une nouvelle fois. Bien que nous partions construire cette vie à Youwarou avec des moyens

financiers et matériels limités, nos hôtes nous ont fait comprendre que nous avions un statut social à tenir. S'il était devenu évident que nous n'amènerions pas de projet ni d'argent, nous devions « au moins faire vivre les gens sur place ». Ainsi, nous devions envisager d'engager un gardien et une jeune fille pour préparer la nourriture, faire les lessives, faire les courses au marché, etc. Dans un premier temps, pendant quelques jours, nous avons payé pour ces différents services. Puis, ressentant la nécessité de transformer notre logement en « chez nous » et de prendre notre indépendance, nous avons décidé d'assurer nous-même notre intendance domestique quotidienne. Mohamed, notre gardien, est devenu notre complice du quotidien.

Ce terrain a donc la particularité d'avoir été amorcé à deux. Bien que n'étant pas anthropologue, mon mari m'a suivie sur « mon » terrain, en étant économiquement à ma charge. Éducateur dans l'aide à la jeunesse en Belgique, il envisageait cette année au Mali comme une pause dans son parcours professionnel. À Youwarou, il passa beaucoup de temps avec les jeunes en s'impliquant, par exemple, dans la diffusion de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) ou dans l'organisation d'un tournoi de football opposant les différentes équipes de Youwarou sur plusieurs semaines. Ce fut aussi mon premier interlocuteur, auprès de qui je pouvais tester mes idées et interprétations « à chaud » d'une part, et, d'autre part, avec qui je prenais une certaine distance par rapport à la pression du terrain et au travail relativement solitaire qu'il impliquait. À l'époque, jeune mariée depuis moins d'un an, je me trouvais régulièrement confrontée à la question « Et les enfants, c'est pour quand ? » souvent assortie du commentaire « un bébé blanc à Youwarou, ce serait formidable ! ».

Pour Avanza *et al.* (2015), les rapports de genre impactent le travail de terrain à deux niveaux imbriqués : d'une part celui du sexe et de la sexualité de l'ethnographe, d'autre part celui du genre du terrain. En s'appuyant sur Reinharz (1992 : 62), ces auteurs expliquent qu'indépendamment de leur agenda de recherche, pour les femmes enquêtrices de terrain, le genre du terrain vient à elles et s'impose. Il colore et oriente la relation ethnographique. En effet, toute société, et donc tout terrain de recherche, est structurée par des normes de genre qui instituent les sexes et les hiérarchisent. Comme mis en évidence dans l'ouvrage classique *Women in the Field* (Golde, [1986] 1970), les femmes ethnographes sont alors confrontées à ces normes de genre, à des attentes et des contraintes qui façonnent leur travail de collecte de données et leur subjectivité de chercheure. Nous sommes assignées à des rôles avec lesquels nous sommes amenées à composer, voire parfois nous confronter, nous voyant souvent rappeler notre position subalterne.

Dans nos premiers moments à Youwarou, alors que mon mari et moi faisons nos courses au grand marché, nous avons croisé un jeune berger peul que j'avais rencontré précédemment et avec qui j'avais longuement échangé. Le reconnaissant, je m'empresse de le saluer. Celui-ci se retourne alors, me dévisage un moment et puis se tourne vers mon mari

pour s'adresser à lui et le saluer. D'abord un peu surpris de se retrouver à discuter avec un inconnu, mon mari finit par échanger quelques banalités et me présente comme son épouse à ce nouvel interlocuteur. Ces salutations et cette introduction faites, le jeune berger s'est senti plus à l'aise pour ensuite s'adresser à moi directement et revenir sur nos échanges antérieurs. Il me confiera plus tard qu'il avait bien remarqué ma surprise lorsqu'il s'était adressé à mon mari, mais que pour ma réputation et pour ne pas créer un éventuel incident sur la place publique, il avait préféré agir ainsi. J'ai vécu cette anecdote comme une mise en garde implicite révélatrice des rapports de genre et de la position qui me serait dorénavant assignée. Pour toute la durée de mon travail de terrain à Youwarou, je serais d'abord « la femme de Simon ». Cela signifiait que, dans un contexte patriarcal comme celui de Youwarou, je serais renvoyée à une série de normes, de contraintes et de possibles qui conditionnent les conduites des femmes mariées à Youwarou, avec des différences selon leur appartenance ethno-professionnelle, leur âge, et leur statut social.

Dans ces circonstances, les éventuels questionnements par rapport à ma sexualité semblaient clos, pour autant que je préserve ma réputation de femme respectable en me conformant au mieux aux critères locaux de moralité (Golde, 1970). J'étais considérée comme une femme mariée qui ne pouvait donc plus être convoitée, ni courtisée, ni impliquée dans des jeux de séduction. De ma plus ou moins grande conformité à ces critères dépendait la protection à la fois de ma personne, mais aussi d'une certaine stabilité de l'ordre établi localement que ma présence et mon enquête venaient bousculer (Golde, 1970). Je bénéficiais ainsi d'une certaine protection de mes interlocuteurs de terrain et des amis de mon mari, qui s'est étendue lors de mon deuxième terrain réalisé, seule, en 2009. Il est arrivé plusieurs fois que certains jeunes étrangers à la localité ayant fait un commentaire à demi-mot ou ayant laissé traîner un regard un peu trop insistant sur la « blanche » se soient fait vertement remettre à leur place par les hommes que j'accompagnais. J'ai ainsi évité certains écueils souvent rencontrés par les femmes enquêtrices de terrain, comme rapporté par Blondet (2008) ou encore Ansoms et Bahati (2019) à travers leur récit sur la figure de la « chercheuse-prostituée » mobilisée pour menacer et/ou discréditer la « femme-chercheuse ».

Partager ces contraintes de genre avec les femmes de mon terrain, sans pour autant nécessairement les vivre de la même manière (Le Renard, 2010), m'a permis de saisir la diversité des expériences et des situations sociales vécues par celles-ci. L'enquête de terrain participe ainsi à un processus de socialisation autant que d'observation (Abu-Lughod, 2016 : 22), même si la conformité de l'enquêtrice aux attentes sociales sur le terrain n'est jamais totale, tout comme ne l'est jamais son intégration. De plus, la répartition du travail domestique entre mon mari et moi-même au sein de notre foyer était largement subversive par rapport aux normes locales. Ce partage des contraintes de genre m'a néanmoins permis de rapidement comprendre qu'à Youwarou, en dehors des mises en scène classiques de

distribution de pagnes à l'approche des élections ou de l'organisation logistique et gustative des *meetings*, les femmes se manifestaient très peu publiquement sur les enjeux politiques. Mais, contrairement aux idées reçues, cela ne signifiait pas qu'elles ne connaissaient pas ces enjeux ou qu'elles n'avaient pas voix au chapitre. Un dicton local disait d'ailleurs qu'au terme d'une rencontre, il ne fallait pas laisser rentrer les hommes chez eux sans que la décision ne soit arrêtée car, après une nuit passée auprès de leurs épouses, « la tête des hommes aurait complètement tourné, la femme étant le cou qui porte la tête, à savoir l'homme, et lui impose la direction vers où regarder ». Les discussions et les négociations devraient alors recommencer le lendemain matin. De plus, les hommes informent leurs mères, tantes, grands-mères et épouses de leurs affaires tandis que l'inverse est plus rare.

Dès lors, travaillant ouvertement sur le politique, la journée, j'endossais une forme d'asexuation tolérée par mes interlocuteurs de terrain me permettant d'enquêter librement sur les sujets de mon choix. Cela m'a aussi permis de transgresser, partiellement, certaines normes de genre comme, par exemple, celle de voyager sans être accompagnée de mon mari pour explorer les zones d'attente, point de rassemblement des troupeaux à la lisière du Delta (voir chapitre 2). Présentée comme stagiaire, j'accompagnais néanmoins un homme peu plus âgé qui effectuait une mission de reconnaissance de terrain sur les questions d'élevage pour le compte d'une organisation de développement. Dans la foulée, il jouait un rôle de chaperon à mon égard puisque mon mari m'avait « confiée » à lui. Mon statut de lettrée et d'étudiante-chercheure à l'université tranchait aussi dans une localité où la scolarisation des filles restait minoritaire.

Mes interlocuteurs semblaient ainsi avoir une relative facilité à concevoir et à accepter mon altérité de jeune femme occidentale instruite travaillant sur le politique (Ouattara, 2004). J'étais rarement sollicitée pour communiquer publiquement mon avis, ce qui me permettait d'enquêter sans être amenée à me prononcer sur les enjeux investigués. Par contre, derrière les murs des cours, à l'abri des yeux et des oreilles, il apparaissait légitime que j'échange avec mes interlocutrices sur les dernières rumeurs, scandales, conflits et affaires qui circulaient en ville, témoignant ainsi d'une circulation genrée de la parole à Youwarou. Indépendamment de mon processus d'enquête, ces temps d'échanges entre femmes cherchaient à démêler, recouper et vérifier ces on-dit. Mes questions de clarification s'entremêlaient donc assez facilement à ces discussions. J'ai ainsi eu accès à des points de vue féminins auxquels un homme n'aurait probablement pas eu accès puisque, dans les sociétés organisées avec une ségrégation genrée, du fait de cette structure hiérarchique, les hommes parlent entre eux devant une femme, tandis que l'inverse n'est pas nécessairement vrai (Abu-Lughod, 2016 : 23). Mon statut de femme mariée m'a aussi permis d'entrer dans certaines familles sans que je sois identifiée comme une potentielle rivale par les épouses et co-épouses, alors que je passais le plus clair de mon temps, en journée, avec les

hommes, leurs oncles, maris, frères et fils, à enquêter sur les rapports de pouvoir et la gestion des ressources naturelles. Cette posture d'enquête s'avéra finalement relativement confortable car, en journée, j'étais à peu près libre de jongler entre ma casquette d'anthropologue et celle de femme mariée, l'une et l'autre se renforçant souvent mutuellement.

Toutefois, avant la nuit tombée, je devais impérativement rentrer chez moi pour « préparer le repas », « m'occuper de mon mari » et de mon ménage puisqu'il était acquis pour nos hôtes que je devais faire tourner un foyer. Il s'agissait d'ailleurs d'un argument indiscutable lorsque je souhaitais m'éclipser. Pour la respectabilité de tous, je ne pouvais pas « faire du n'importe quoi ». Il ne s'agissait pas de traîner dans les rues la nuit. J'étais « la femme de Simon ». Face à cette situation, j'ai dû adapter mon dispositif d'enquête à cette contrainte. La « nuit », lorsque le soleil était couché (donc vers 18h), il était important que je sois auprès de mon mari. Et « notre » gardien assurait ce rôle de garant de ma moralité, puisqu'il pouvait témoigner de l'heure à laquelle j'étais rentrée, si j'étais ou non accompagnée et par qui. Comme le soulignait déjà Golde (1970 : 5), la vulnérabilité présumée des femmes anthropologues sur leur terrain, qui appellerait des mécanismes de protection de la part des communautés locales, repose sur des représentations stéréotypées de la femme souvent perçue comme relativement faible physiquement et comme disposant de moins de ressources pour faire face à des dangers imprévus ou à d'éventuelles agressions sexuelles. Mais, dans la foulée, l'auteure souligne aussi que, derrière ces arguments de protection pouvant apparaître comme bienveillants, se cache aussi une mise en garde à peine voilée à destination tant de l'enquêtrice de terrain que de la communauté, sur les limites de la tolérance qui ne doivent pas être repoussées trop loin (Golde, 1970 : 6). Les mécanismes sociaux de contrôle des femmes enquêtrices de terrain et de leurs corps visant à limiter leur liberté de mouvement interviennent ainsi comme rappel de cet avertissement.

Dans ces conditions, à moins d'être accompagnée par mon mari, il m'était difficile d'assister aux échanges, aux discussions, aux rencontres qui se déroulaient la nuit dans les coulisses de Youwarou. Je pris alors le pli de faire le plus systématiquement possible une tournée matinale informelle de différents interlocuteurs toujours bien informés de ce qui s'était dit et fait la veille. Ainsi, en recoupant les informations, je pouvais saisir une partie de ce qui s'était tramé dans l'ombre et continuer à suivre les enjeux, les positionnements, les stratégies, les tensions, dans lesquels mes interlocuteurs étaient pris. Cette situation amena néanmoins un biais méthodologique à cette recherche : la place importante prise par les discours (même sous la forme de confidences) et les reconstructions *a posteriori*.

Être « la femme de Simon » me permettait d'être située socialement et de pouvoir développer un réseau de relations tout en respectant certains codes minimaux, sur lesquels mes hôtes me mirent rapidement et subtilement au courant. Parmi ces codes se trouvait celui qui régissait les

rapports entre un étranger et son hôte, à savoir une dynamique inclusive tout en maintenant le statut distancié d'étranger. Avoir expérimenté cette relation me fut fort utile pour comprendre, en partie, les rapports entre autochtones et allochtones à Youwarou, dont cette recherche traitera par la suite. Deux courts exemples me permettent d'illustrer ce point. Le premier concerne le nom avec lequel j'ai été rebaptisée lorsque j'étais en déplacement à la limite nord-ouest du Delta afin de comprendre, de ressentir et de visualiser l'organisation de la transhumance des troupeaux de bétails entre les territoires inondés deltaïques et les zones exondées (voir chapitre 2).

Lorsque mon compagnon de voyage et moi-même rencontrions des bergers transhumants peuls au milieu de la brousse, les premiers mots échangés étaient « d'où venez-vous » et « où allez-vous ? ». Nous répondions que nous venions de Youwarou et que nous allions au point suivant de ralliement des troupeaux. Ce n'est que plus tard dans la conversation que se glissait la question de nos noms. Et, régulièrement, les différents bergers rencontrés, séparément, me rebaptisaient « Mariama Bah ». « Mariama » était la traduction de « Marie », tandis que mon nom de famille était remplacé par « Bah », le patronyme du maître des pâturages qui avait son fief à Youwarou. Ainsi, à la simple évocation de mon « nouveau » nom, il était possible d'identifier « d'où je venais » pour les bergers peuls transhumants et « vers où je retournerai ». De retour à Youwarou, mes interlocuteurs peuls furent ravis du nom qui m'avait été attribué. Toutefois, quelques-uns de mes interlocuteurs pêcheurs auraient préféré me voir avec un nom à consonance « moins peule » même si, en termes de prestige, il était difficile de faire mieux. Ils décidèrent alors que j'aurais un deuxième mari : un vieux somono rusé qui s'appelait Tiao. À coup de grands éclats de rire, ce dernier ne manquait pas une occasion de rappeler publiquement notre mariage fictif et les obligations qui me revenaient en tant qu'épouse. Ainsi, en ayant un nom peul mais mariée à un pêcheur, je pouvais dorénavant vraiment affirmer que j'étais de Youwarou. Mon inclusion dans la localité et sa complexité était marquée.

Le deuxième exemple concerne un conflit dans lequel nous avons été directement impliqués. Comme dit ci-dessus, trouver un logement libre d'occupation à Youwarou avec un robinet était une gageure. Dès lors, pour pouvoir occuper notre concession, nous avons trouvé un arrangement entre trois parties : nous-mêmes, deux agents maliens d'une ONG et la sœur du propriétaire d'un logement dont le chantier était arrêté faute de moyens. Le propriétaire vivait à Bamako. Nous avons convenu que cette concession serait divisée en trois. Chacun des locataires bénéficierait de deux pièces (chambre et antichambre). Il avait été convenu d'un loyer mensuel qui ne serait pas versé au propriétaire, mais directement utilisé afin de finir le chantier. Lorsque vint l'heure de notre départ, j'allai chez la sœur du propriétaire de notre logement lui présenter le décompte des travaux avec nos reçus et régler la différence due par rapport au montant total des loyers pour notre partie. Notre logeuse s'excusa puis nous dit qu'il devait y avoir un malentendu : elle attendait de notre part le paie-

ment de la totalité des loyers pour l'ensemble du logement. En cherchant à démêler les choses, en rediscutant, en renégociant, je compris que l'un de nos colocataires avait tenté de nous flouer. Passablement énervée, plutôt que d'aller au conflit frontal, j'en parlai à mes interlocuteurs habituels, à mon réseau de connaissances. Alors que cette histoire stagnait depuis plusieurs jours, en quelques heures, l'affaire fut réglée et nous ne dûmes plus nous tracasser.

Face à ce conflit, mes interlocuteurs réagirent très vivement. Ils m'expliquèrent les deux points suivants. D'une part, j'avais été leur hôte pendant de nombreux mois et il était de leur devoir que je quitte Youwarou avec un souvenir positif. D'autre part, ce conflit les plongeait profondément dans l'embarras, car ils estimaient que ce n'était pas à moi, l'étrangère, de le régler. Ils devaient résoudre cette question entre hôtes et je ne pouvais pas me porter comme partie prenante du conflit. Ils gèrent la situation sans que je sois informée du fin mot de l'histoire. Mais le consensus fut restauré. Nous avons payé le montant juste d'après nos calculs. Personne ne perdit la face. Ils s'étaient « arrangés entre eux ».

Après ce premier long terrain ethnographique, je suis retournée seule à Youwarou pour un deuxième terrain d'investigation de deux mois à l'occasion des élections communales en avril-mai 2009. Il me fut très facile de réactiver mes contacts et mon réseau de relations, que j'ai d'ailleurs continué à étendre. Je suis retournée vivre dans notre ancien logement et j'ai largement bénéficié des retombées positives de notre première insertion locale. J'étais toujours « la femme de Simon » imbriquée dans des réseaux de soutien et de protection. Étant donné l'absence de mon mari, le soir, plusieurs familles prirent soin de me laisser seule le moins possible, tout en s'assurant que je sois bien raccompagnée à mon logement à une heure décente. Ce terrain m'a permis de compléter mes données initiales et de suivre l'évolution des positionnements et des stratégies de mes interlocuteurs au sein de l'arène politique locale principalement par rapport à cette échéance électorale.

Les résultats de cette recherche sont donc le produit d'un rôle partiellement assigné, partiellement négocié, inédit et bricolé à la fois pour moi-même et pour mes interlocuteurs de terrain, sorte de composition entre ce qui est nouveau et des référents disponibles, combinant différentes tâches, activités et attentes (Golde, 1970 : 8). Cela m'a permis de trouver un équilibre entre, d'une part, le besoin de mes interlocuteurs de garder un certain contrôle sur la situation et, d'autre part, mon propre besoin d'indépendance d'action pour réaliser mon enquête de terrain. *De facto*, j'ai eu un rapport subversif aux normes locales de genre et j'ai été amenée à en assumer plus ou moins maladroitement, plus ou moins difficilement les conséquences.

« Être en enquête »

Afin de récolter mes données ethnographiques, j'étais en « situation de participation et d'écoute » ; il s'agissait de m'ouvrir « à l'inattendu des pratiques » (Laurent, 1998 : 24). Mon projet de recherche en tête, je me suis laissée guider par le fil des rencontres, des opportunités, des imprévus, des temps morts, des discussions informelles et anodines. J'ai vécu une série de situations et de contraintes propres à la vie à Youwarou. J'ai participé aux événements importants qui ont animé la localité comme, par exemple, la course annuelle des chevaux et les élections communales. J'ai aussi expérimenté les silences du terrain et les temps de pause où « il ne se passait rien ». J'étais « en enquête » : un état d'esprit demandant une disponibilité mentale et physique constante et totale qui m'a progressivement permis de constituer un corpus de données, d'identifier des récurrences, des originalités, de repérer des éléments de changement et de continuité. J'ai cherché à mettre en œuvre une approche du terrain la moins artificielle possible pour suivre le fil des réseaux existants et me constituer progressivement mes propres réseaux d'interconnaissances.

Suivant cette démarche inductive, se sont alors petit à petit dessinées les hypothèses interprétatives présentées dans les chapitres de cet ouvrage. À travers un va-et-vient permanent entre données et mises à distance réflexives, celles-ci furent formulées, modifiées, vérifiées, détricotées, reformulées au fil de mon enquête de terrain, de mon immersion dans mes cahiers de terrain et mes entretiens, et du cheminement intellectuel construit tout au long de cette recherche.

Lors de mon premier terrain d'enquête, un temps d'environ trois à quatre mois me fut nécessaire pour m'installer et prendre mes marques à Youwarou. Il s'agissait, pour moi, de me familiariser et de comprendre les logiques pratiques de fonctionnement de la localité, de savoir comment m'organiser, me déplacer, de trouver mes repères et de laisser s'évanouir progressivement l'exotisme des premiers instants. Lorsque la banalité du quotidien s'est installée et que des routines s'établirent, j'ai progressivement élaboré un dispositif d'enquête très souple à ajuster à chaque situation rencontrée. Celui-ci était principalement constitué de cinq techniques d'enquête : l'observation-participante, le suivi régulier d'interlocuteurs clés, l'étude de cas, la réalisation d'entretiens compréhensifs et la recherche documentaire. Souvent, dans la pratique, ces différentes techniques s'entrecroisaient et/ou s'entremêlaient.

L'observation participante consistait pour moi à circuler en ville, m'asseoir dans l'un ou l'autre « grin² », rester dans une famille le temps d'un repas et de la sieste, accompagner un interlocuteur dans un déplacement, assister à une réunion... L'improvisation et la flexibilité étaient les maîtres

2. Le « grin de thé » est un petit groupe réunissant quotidiennement des individus du même sexe et de même classe d'âge pour jouer aux cartes, discuter des événements de la journée, faire du petit *business*... tout en buvant du thé.

mots. Ce type de technique d'enquête m'a permis d'identifier petit à petit les acteurs clés et les enjeux centraux de l'arène politique de Youwarou. À travers des conversations informelles, des rencontres brèves, régulières, en saisissant les opportunités, en laissant la place aux imprévus, en m'adaptant au jour le jour, il s'agissait de me familiariser avec mon terrain d'investigation et de me constituer un réseau d'interlocuteurs pertinents par rapport aux thématiques identifiées dans mon projet de recherche. J'essayais également d'être systématiquement introduite auprès de mes interlocuteurs en suivant les opportunités qui s'offraient à moi ou en provoquant ces dernières. Je ne me suis ainsi jamais retrouvée seule avec des interlocuteurs ou dans des espaces non familiers.

Allant de pair avec cette observation participante, comme déjà mentionné ci-dessus, j'ai rapidement mis en place une tournée matinale informelle de différents interlocuteurs bien informés. Certains d'entre eux, notables de la localité, avaient pour habitude de se rendre disponibles en matinée, pendant quelques heures, afin d'accorder des « audiences », des entrevues à qui en manifestait le besoin. Mon passage régulier pour les saluer et aborder l'une ou l'autre question à ce moment particulier de la journée correspondait au mode de faire de mes interlocuteurs. Toutefois, ces instants devaient rester relativement brefs, car je n'étais pas la seule à solliciter une « audience ». D'autres avaient besoin de mes interlocuteurs pour un service, une intermédiation, un soutien, un conseil ou un avis sur une question. Il arrivait parfois que mon interlocuteur interrompe notre échange afin de répondre aux diverses sollicitations pour, ensuite, reprendre là où nous en étions restés. Il m'était ainsi possible d'assister discrètement à l'échange. Ce suivi régulier me permettait d'entretenir un réseau de relations et d'informateurs cruciaux tant pour l'enquête que pour (sur)vivre dans un quotidien au sein d'une localité enclavée où rien n'était possible sans relation ni soutien. Arriver ou quitter Youwarou, recharger la batterie de son GSM, s'approvisionner en nourriture ou en essence, régler un conflit, tenir bon dans la maladie, trouver un mécanicien pour sa moto... Il était impossible de vivre à Youwarou sans un réseau d'interconnaissances. Cette tournée matinale me permettait également de prendre « le pouls de la localité », de sentir les tensions, les préoccupations du quotidien, anticiper et suivre les enjeux en train de se construire ou de se défaire, percevoir les nouvelles intrigues... Cela me permettait de suivre les positionnements mouvants et les stratégies développées par mes interlocuteurs. Parfois, cela menait à une impasse, parfois il s'agissait des prémices d'un changement plus important.

Ensuite, j'ai enquêté sur quelques études de cas, dont un conflit sur la frontière entre deux zones de pêche (voir quatrième chapitre). L'étude de cas me servait d'alibi pour enquêter, c'est-à-dire qu'elle était intéressante tant pour ce qu'elle avait à dire sur elle-même que pour ce qu'elle pouvait m'enseigner, de façon plus large, sur le politique, la gouvernance locale, les pratiques et les représentations qui y étaient associées. Dans ce cadre, en rencontrant les différents acteurs impliqués, j'entendais reconstruire les

événements, les enjeux, de façon systématique et la plus complète possible. Les études de cas sur lesquelles j'ai investigué étaient généralement imbriquées et avaient des conséquences les unes sur les autres. Par exemple, lorsque le maître des eaux et le maître des terres de Youwarou ont adopté des positions différenciées et conflictuelles par rapport à ce conflit sur la frontière entre deux zones de pêche, cela a eu des répercussions importantes en matière de positionnement lors des élections législatives et communales suivantes. Ces études de cas mettaient donc en scène les mêmes acteurs qui formaient les élites politiques de la ville de Youwarou, mais dans des contextes différents possédant leurs propres enjeux. Enquêter sur ces différentes situations m'a permis de croiser les regards et d'appréhender la question de ces élites politiques locales de façon plus large.

Lorsque je suis devenue plus familière de mon terrain d'enquête et de mes interlocuteurs, j'ai réalisé plus d'une soixantaine d'entretiens compréhensifs enregistrés avec l'accord des interviewés. Il s'agissait d'entretiens individuels, et très rarement collectifs. Tout en étant réalisés le plus possible sur le ton d'une causerie informelle, ces échanges étaient plus cadrés, approfondis et systématiques par rapport à des besoins spécifiques d'éclaircissements sur une question donnée. J'abordais généralement mon interlocuteur avec quelques mots-clés qui permettaient de démarrer l'entretien. Je l'informais des raisons de ma visite et du sujet que je souhaitais aborder. Ces entretiens pouvaient résulter de rendez-vous fixés et programmés à l'avance tout comme de rencontres imprévues. Dans le cadre des études de cas sur lesquelles j'ai enquêté, j'ai également réalisé une série d'entretiens avec des interlocuteurs-clés qui avaient, par exemple, pris part au conflit étudié. Ceux-ci étaient personnellement concernés et impliqués ou y avaient joué un rôle prépondérant. J'avais également le souci de rencontrer des interlocuteurs ayant un regard plus distancié sur l'affaire tout en étant bien informés. Cela m'a permis de croiser les sources, de réaliser une « triangulation des données » et de tenter de limiter le biais de « l'enclichage » (Olivier de Sardan, 2008). Ces entretiens ont été retranscrits, dépouillés et analysés en profondeur pour alimenter cet ouvrage. Pour mener ceux-ci avec mes interlocuteurs, j'utilisais différentes portes d'entrée : comprendre les affaires de la commune, une histoire de famille, le jeu politique local, les alliances électorales, l'organisation de l'élevage et de la transhumance, de la pêche, l'histoire et la fondation sociopolitique de la localité, un conflit, une rivalité, la biographie d'un personnage important, raconter un parcours politique, un événement, une anecdote...

Enfin, dernière technique d'enquête, j'ai accordé une attention particulière à la recherche documentaire. Mon objectif était de collecter toutes les sources écrites possibles ayant trait, de près ou de loin, à Youwarou. Mais, au-delà du nombre limité de documents récoltés, j'ai progressivement été confrontée à un rapport à l'écrit et au passé propre à Youwarou qui m'a invitée à questionner et à reconsidérer mon propre rapport objec-

tiviste vis-à-vis du document écrit. Ce dernier point est développé au troisième chapitre.

Lors de mon enquête ethnographique, je fus confrontée à la question de la maîtrise d'une langue locale et de la traduction. Le Delta intérieur du fleuve Niger est habité par de nombreux groupes ethnolinguistiques différents (Peuls, Sonrhais, Somonos, Bozos, Touaregs...). La plupart de mes interlocuteurs étaient multilingues. Une conversation pouvait s'enclencher dans une langue et évoluer dans une ou plusieurs autres langues suivant les personnes qui rejoignaient ou quittaient le groupe. Chaque langue possédait également ses dialectes. Face à cette situation, puisque je ne possédais pas d'aptitude linguistique particulière dans l'une des langues locales, le choix d'apprendre une langue s'avéra délicat. Quelle langue choisir ? Les langues véhiculaires d'intercompréhension entre les différents groupes de cette région renvoyaient directement aux vagues de dominations impériales que le Delta avait connues dans le passé (voir le deuxième chapitre). L'usage d'une langue particulière avec un individu pouvait donc déboucher sur des situations contrastées suivant que la langue utilisée renvoyait ou non à ces situations de domination antérieure dans l'imaginaire de mon interlocuteur.

À Youwarou, localité « coiffée » par les Peuls, c'était le *fulfulde* qui était principalement utilisé comme langue d'intercompréhension. Le bambara, autre langue nationale, était considéré comme la langue de l'administration et du pouvoir central basé dans le sud. Elle était donc perçue par mes interlocuteurs comme profondément exogène et associée à une forme de colonisation du nord du Mali par le sud à la suite de l'indépendance du pays (voir le premier chapitre). En discutant avec mes interlocuteurs et en suivant leurs conseils, je pris le parti de garder le français, ma langue maternelle, comme langue principale d'enquête. Le français était évidemment associé à l'histoire longue de la domination impériale française au Mali, qui marque toujours le temps présent en termes de colonialité (Quijano, 2000) et qui me positionnait d'emblée, en tant qu'Occidentale francophone, dans un rapport de pouvoir historique asymétrique qui dépassait l'interaction de l'enquête. Néanmoins, n'étant pas de nationalité française mais belge, mes interlocuteurs me distanciaient de l'ancienne puissance coloniale. Lors de ma présentation à eux, c'était d'ailleurs une précision qui m'était quasiment systématiquement demandée : étais-je française ou pas. Dans la foulée de ma réponse, ils m'affirmaient alors que le français était « logique dans ma bouche ». Au fil du temps, j'ai également appris en *fulfulde* les principales expressions de salutation et de politesse ainsi qu'une série de notions et de mots clés directement associés aux thématiques de cette recherche. Je pouvais ainsi suivre le fil d'une conversation et des sujets discutés lors de mes rencontres (lorsqu'elles se déroulaient en *fulfulde*) même si je ne maîtrisais pas la langue ni ses subtilités.

Tout au long de ma recherche, j'ai travaillé de concert avec des personnes assurant la traduction lorsque mon interlocuteur ne parlait pas

le français et/ou préférait s'exprimer dans sa langue. Savoir qui allait jouer ce rôle d'interprète était d'emblée abordé et discuté avec mon futur interlocuteur lorsque je lui étais présentée. Suivant les circonstances, j'avais la liberté de choisir quelqu'un de confiance ou mon interlocuteur choisissait lui-même la personne qui allait lui servir d'interprète ou, sur le coup, quelqu'un s'improvisait interprète. Les échanges pouvaient alors se faire dans la langue dans laquelle mon interlocuteur se sentait le plus à l'aise. Plus d'une fois, lorsqu'un climat de confiance s'était installé entre mon interlocuteur, le traducteur et moi-même, la conversation se continuait dans un français plus ou moins approximatif en recourant, à certains moments, à une langue locale lorsque cela était nécessaire. Avec d'autres interlocuteurs, une première rencontre formelle s'était organisée avec un traducteur, tandis que les suivantes se firent sans intermédiaire et en français.

Lorsque j'étais en voyage à l'extérieur de Youwarou pour enquêter, j'étais toujours accompagnée. Dès lors, suivant les objectifs visés par ces voyages d'enquête (un conflit chez les pêcheurs, la transhumance chez les populations peules...), je choisissais de partir avec une personne de confiance qui maîtrisait la langue de mes interlocuteurs potentiels sans toutefois trop interférer dans les enjeux étudiés. J'ai ainsi veillé à adapter mon dispositif d'enquête de la façon la plus souple possible, suivant la situation rencontrée, la langue parlée et les enjeux clés de la zone que je découvrais progressivement.

De retour à Bamako après mon premier long terrain ethnographique de 2007-2008, j'ai fait retranscrire les entretiens enregistrés. Mes transcripteurs furent aussi choisis sur la base de leurs compétences linguistiques. Une large partie des traductions réalisées « à chaud » sur le terrain ont ainsi pu bénéficier d'un deuxième regard, être recoupées et confirmer leur validité.

Structuration de l'ouvrage

Cet ouvrage est organisé six chapitres. Le premier chapitre, « Youwarou au cœur d'un Mali en crise », revient sur les bouleversements qu'a connus le Mali aux environs du pusch de 2012 : la crise du Nord-Mali, la gestion d'un coup d'État à Bamako et une intervention militaire d'envergure internationale. En reconstruisant les premiers instants de ces événements entourant 2012 et en analysant les différentes dimensions de cette crise polymorphe, ce chapitre souligne la contingence des processus démocratiques en Afrique de l'Ouest, y compris au Mali jusqu'alors cité comme « exemple de démocratie », mais dont la construction comme État est historiquement complexe dans un contexte postcolonial. Ce chapitre aborde les impacts directs de cette crise du Nord-Mali sur Youwarou

et mes interlocuteurs, ainsi que sur ma posture anthropologique. Il permet de situer dans le temps et dans l'espace mes terrains d'enquête effectués à Youwarou entre 2007 et 2009 et donne une première articulation concrète de certains thèmes majeurs développés dans la suite de cette monographie : la perception du politique, l'enjeu crucial des ressources naturelles et de leur appropriation, les assignations identitaires, le faire-société entre différents groupes « ethniques », les relations conflictuelles entre ces groupes pouvant évoluer en affrontements violents... Ce chapitre avance également le double ancrage méthodologique et épistémologique fort propre à cette recherche : d'une part, la nécessité d'intégrer une perspective géopolitique et géostratégique à mes analyses ethnographiques, et, d'autre part, celle de largement historiciser les dynamiques observées. Cette posture permet, d'une part, de saisir les multiples contextes globaux et englobants dans lesquels s'inscrit l'enquête ethnographique, et, d'autre part, d'aborder la problématique du changement social de manière empirique, en intégrant les stratégies d'acteurs, les conflits, les contradictions, les glissements, les ruptures et continuités. Travaillant à Youwarou dans un contexte rural isolé souvent qualifié de traditionaliste, cette double posture souligne le caractère dynamique de la localité étudiée et de ses habitants.

Le deuxième chapitre, « Le Delta intérieur du fleuve Niger : un acteur central de l'arène politique locale », introduit à la complexité environnementale du Delta, véritable singularité écologique qui, avec ses rythmes de crue et de décrue, porte et pèse sur l'organisation humaine de cet espace. Le caractère insulaire de Youwarou force la prise en compte du mouvement, à la fois physique et historique. En mettant en relief les différentes hégémonies impériales ayant traversé le Delta, ce chapitre permet de saisir l'imbrication de Youwarou dans des espaces géopolitiques plus larges. Comme le souligne Scheele (2012 : 13), la distinction entre le local et le régional n'est ici pas une question de nature, mais bien d'échelle, puisque le premier est déjà contenu dans le second. L'auteure poursuit en expliquant alors que les lieux apparaissent comme des nœuds d'une densité particulière dans des réseaux de connexions qui se chevauchent (Scheele, 2012 : 13).

Ce chapitre met également en évidence les transformations radicales des systèmes halieutiques, pastoraux et agraires, dont la monétarisation croissante des transactions entre « propriétaires » et usagers d'une ressource naturelle. Ce dernier aspect renforce une logique d'accaparement des ressources par une poignée d'acteurs que sont les maîtres des terres, les maîtres des eaux et les maîtres des pâturages, aiguissant un peu plus les revendications de justice sociale. Dès lors, ce chapitre démontre que les autorités traditionnelles du Delta et l'organisation des systèmes halieutiques, pastoraux et agraires sont extrêmement dynamiques, se sont profondément modifiées au fil du temps long et se sont constamment adaptées au changement en fonction de la donne environnementale deltaïque et des différentes hégémonies impériales vécues. Ce chapitre invite à relativiser

la dichotomie tradition/modernité et propose de considérer la notion de tradition comme une ressource rhétorique de justification et de légitimation, qui renvoie, dans l'imaginaire politique de Youwarou, au passé et à l'idée d'un ordre social institué, figé, ayant toujours existé, qui est « né, trouvé » et, par là même, en principe, intangible.

Le troisième chapitre, « Imaginaire politique : diversité et altérité fondatrices », décrit la fondation sociopolitique de Youwarou et les différentes vagues de peuplement qui s'y sont succédées. J'y aborde la création des chefferies, la répartition des ressources naturelles, la description des assignations identitaires et la notion d'autochtonie, les relations et les rapports de force au sein des groupes de population vivant à Youwarou et entre ceux-ci, au fil de leurs rencontres, suivant les aléas de l'histoire du Delta, les trajectoires familiales, matrimoniales, individuelles... Suivre les narratifs historiques produits par mes interlocuteurs permet de comprendre d'où sont issus les acteurs forts, les « puissants », de l'arène politique locale contemporaine de Youwarou. Ce chapitre éclaire également le caractère pluriel et hétérogène de ces élites.

En prenant en compte le mode de production et d'énonciation de ces narratifs historiques, j'ai constaté que ces récits étaient intéressants, moins pour les faits historiques en eux-mêmes que pour ce qu'ils racontaient des relations contemporaines entre et au sein des groupes, des lignages, des familles et des individus. Ils renseignaient sur l'imaginaire politique local partagé par les acteurs rencontrés et la façon dont celui-ci balisait les possibles et les principales marges de manœuvre de ces différents acteurs. Ce chapitre éclaire aussi le rapport de mes interlocuteurs au passé, à l'écrit et à l'oralité, à l'histoire et à la mémoire en mettant en évidence une logique singulière d'administration de la preuve.

Le quatrième chapitre, « Rhétorique de l'autochtonie et dynamique conflictuelle : espaces halieutiques en question », approfondit l'étude de cas d'un conflit sur la frontière de deux espaces halieutiques opposant les localités de Youwarou, d'Akka, d'Engem et plusieurs campements de pêche. Si la notion d'autochtonie n'était pas le registre le plus pertinent pour saisir la façon dont s'organisait le pouvoir à Youwarou, ce chapitre montre comment cette notion peut, malgré tout, être utilisée face à l'enjeu spécifique de la « propriété » d'une ressource naturelle. Il revient sur les différents moments, dans le conflit étudié, où la notion d'autochtonie a été mobilisée par mes interlocuteurs. La rhétorique de l'autochtonie apparaît alors comme ressource discursive, argumentative à géométrie variable (recouvrant des réalités multiples), simplificatrice de la complexité locale et performative. Ce chapitre nous donne aussi l'occasion de comprendre comment l'imaginaire politique local de Youwarou, une géographie sociopolitique complexe impliquant plusieurs localités, et l'espace halieutique deltaïque se mettent en scène et en mouvement face aux enjeux concrets de l'appropriation des ressources.

Le cinquième chapitre, « Décentralisation de l'État : démocratisation et développement ? », se divise en quatre points. Le premier revient sur le

contexte singulier d'émergence de la décentralisation au Mali et déconstruit les présupposés et attentes normatives associés à cette réforme, tant du point de vue malien que de celui des bailleurs de fonds. Le deuxième point se centre sur la mise en œuvre du processus de décentralisation, sur la façon dont un canevas de travail a été pensé, puis réalisé et perçu sur le terrain. Le troisième point revient sur l'épineuse question du « local », enjeu d'emblée posé au cœur de la décentralisation malienne et du découpage territorial qui en a résulté. Il s'agit de comprendre comment Youwarou n'a pas attendu la décentralisation pour se faire exister comme entité qui compte vraiment et a réussi à négocier sa place sur l'échiquier politique local et national. Enfin, le dernier point expose, d'une part, la mise en œuvre concrète de la décentralisation et la perception de celle-ci par mes interlocuteurs à Youwarou et, d'autre part, le fonctionnement quotidien pragmatique de l'administration communale. Ce point aborde la difficile équation de la gestion des affaires et de l'autonomie financière de la commune, de la production et de la mobilisation de ressources fiscales, et du rapport entre élus et administrés.

Le sixième chapitre, « Elections communales : entre pouvoir et opportunités », aborde les différentes échéances électorales depuis l'instauration de la décentralisation de l'État et ce qu'elles ont suscité comme dynamiques au sein de l'arène politique locale de Youwarou. L'objectif est d'éclairer les enjeux réels que recouvrait la commune pour les autorités traditionnelles de Youwarou. Ces dernières occupaient les postes de maire et de conseillers communaux, leur permettant de renforcer leur position hégémonique au sein de l'arène politique locale. Il s'agit de cerner en quoi les élections communales intervenaient dans les modalités d'exercice du pouvoir local.